

L'economiste.com - Le premier quotidien économique du Maroc :
<http://www.leconomiste.com>

Date d'édition : 16/04/2015

Numéro d'édition : 4506

Catégorie : Economie

Les freins à la performance des firmes marocaines



Tarik El Malki recevant, en 2011, le prix de L'Economiste pour la recherche des mains d'Abdellatif Maâzouz, ancien ministre du Commerce extérieur

Quel est l'impact des réformes du climat des affaires sur la performance des entreprises ? C'est la question à laquelle tente de répondre Tarik El Malki dans un livre présenté, lundi 13 avril, à l'Iscae (1). L'ouvrage s'appuie sur la littérature empirique pour évaluer dans quelle mesure les différentes variables de l'environnement des affaires conditionnent la rentabilité des firmes marocaines et étrangères implantées au Maroc. Le chercheur se base sur des données provenant de deux sources. La première concerne le recensement annuel du ministère du Commerce et de l'Industrie 1997-2004 qui couvre l'ensemble des firmes opérant dans les industries de transformation (agroalimentaire, textile & cuir, chimie et parachimie, IMM...) et dont le nombre s'élevait en 2008 à 7.700 unités. La deuxième base de données provient des enquêtes réalisées par la Banque mondiale sur le climat de l'investissement au Maroc. L'auteur s'est plus précisément intéressé à la période 1997-2008 au cours de laquelle le gouvernement a effectué plusieurs réformes et mis en place plusieurs institutions de régulation, notamment l'Instance de lutte contre la corruption, le Conseil de la concurrence.

. Des structures destinées à fixer les règles du jeu en matière d'affaires.

Parmi les variables étudiées par El Malki, figurent le financement, l'accès au foncier, la main-d'œuvre, la justice, la fiscalité, la lutte contre la corruption... L'auteur formule ensuite des recommandations pour améliorer le climat des affaires.

Contre toute attente, il s'avère que le financement n'exerce pas un impact significatif sur la performance des entreprises, «d'autant plus que les taux d'intérêt ont chuté ces dernières années, même si les banques n'ont pas vraiment répercute la baisse du taux directeur opérée à plusieurs reprises par la banque centrale», explique El Malki. En revanche, les conditions d'accès au financement bancaire posent toujours problème aux entreprises, principalement les PME. Les banques restent cantonnées dans une logique commerciale et continuent d'exiger des garanties personnelles. Ce qui exclut une bonne partie du tissu économique, constitué à plus de 92% de PME et de TPE. «Nous proposons la création d'une banque publique dédiée au financement des PME à l'image de l'expérience française», recommande El Malki. Ce type d'organisme pourrait constituer une alternative au système bancaire classique, mais devrait être rigoureusement encadré pour éviter les dérapages de certaines banques telles que la BNDE.

Le climat de l'investissement, c'est également les règles de la concurrence. Au Maroc, l'informel figure au premier rang des préoccupations des entreprises transparentes. L'on estime au Maroc la part de l'informel, qui fait travailler tout de même 30% de la population active, à 20% du PIB. Les différents dispositifs mis en place n'ont pas permis de réduire la part de l'économie parallèle. Sur le chapitre du travail, la législation marocaine, qui ambitionne de garantir des minimums sociaux aux salariés, s'avère aujourd'hui pénalisante pour l'investissement. A l'évidence, les conditions de rupture du contrat de travail sont rédhibitoires pour les entreprises, du fait de la double peine (indemnisation réglementaire, assortie d'un montant forfaitaire prononcé par le tribunal). Le chercheur rejoint sur ce point l'idée du patronat qui réclame un code du travail plus flexible.

Le coût de l'énergie est un autre facteur qui impacte négativement la performance des entreprises marocaines. Il se trouve que le Maroc est importateur net de pétrole. Du coup, la facture énergétique est lourde pour les firmes marocaines. L'autre frein qui plombe la compétitivité des entreprises concerne la carence en matière de ressources humaines qualifiées. La main-d'œuvre nationale reste sous-qualifiée, peu productive et surtout trop chère par rapport à d'autres pays. La réforme de la formation continue devrait pallier les carences en matière de qualifications.

Hassan EL ARIF

(1) «*Climat d'investissement et performance des entreprises marocaines*», aux éditions Edisca du groupe Iscae